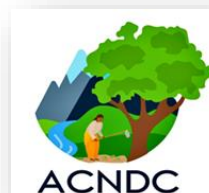




**ACTIONS POUR LA CONSERVATION DE LA
NATURE ET LE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE
ACNDC-asbl**



Email : acndcong@gmail.com , acndccbo@gmail.com

Tel : +243 976 154 547, +243 978984886.

Siege National : kasika, à 100km sur la route nationale 2 Bukavu-Kasongo
BP07 Mwenga

Bureau provincial du Nord-Kivu : N°38, Av. Mushebere, Q. Mugunga,
Commune de Karisimbi, Ville de Goma, sur la route nationale (RN2) Goma-
Sake-Minova

RAPPORT GENERAL ANNUEL DE REALISATION DES ACTIVITES 2021

PLAN GENERAL

- I. INTRODUCTION**
- II. CONTEXTE**
- III. ANNUELLES REALISATIONS (EXECUTION, MISE EN ŒUVRE, IMPLEMENTATION) D'ACTIVITES**
- IV. DIFFICULTES RENCONTREES**
- V. DIFFICULTES RENCONTREES**

I. INTRODUCTION

Il est une coutume qu'à la fin de chaque année correspondant à notre exercice social qu'il soit rédigé un rapport général des réalisations réussies des activités. A cet effet, la Coordination Nationale s'est mise à l'œuvre. Dans l'ensemble, cette année 2021 s'est enrichie des nouvelles réalisations telles que la participation interactive (avant, pendant, après et en parallèle) au forum égalité générationnelle de Mexico et de Paris, la réponse urgente à l'éruption volcanique du Nyiragongo dans le contexte de la pandémie du COVID-19 et des autres crises humaines, le partenariat communautaire d'exécution du plaidoyer contre la discrimination et l'exploitation économique à l'égard des femmes dans l'entrepreneuriat artisanal minier, son administration, son encadrement technique et ses crises climatiques d'inondation des puits et la droit des mémoires collectives sur les crimes de masse (massacre humaine, incendie des infrastructures habitables et communautaires, pillage des actifs productifs agricoles pérennes, d'élevage et piscicole, les produits extractifs et technologies industrielles).

ACNDC a ainsi œuvré davantage dans la justice économique et climatique par un civisme de restauration et conservation des paysages climatiques tropicaux humides forestiers et fluviaux, dans l'entrepreneuriat extractif durable et par une défense des droits communautaires à la responsabilité sociale des entreprises privées étrangères, coopératives et étatiques.

Tous ces efforts ont été anéantis par les effets combinés et collatéraux de l'impraticabilité des voies d'accès territoriaux routiers, des conflits armés, de la pandémie du COVID-19 et des solutions techniques à ces crises inappropriées. L'impraticabilité des voies des routes portent un coup sur la fluidité de la mobilité, sur le terme des échanges (commerciaux) et sur la balance de paiement (financière). Les conflits armés militaires et communautaires poussent des milliers des populations aux déplacements forcés internes et les exposent à des conflits fonciers et professionnels. Le COVID-19 du fait de ses restrictions migratoires et touristiques (confinements, fermetures des voies routières) et de ses limitations à l'organisation du travail a aggravé l'oisiveté et la faible production locale. Les solutions techniques ont davantage été socioprofessionnelles (emplois, salaires, conditions) qu'économiques et financières. Si tous les investissements sécuritaires (protection civile, consolidation de la paix, stabilisation), humanitaires (survie, relèvement, accueil, retour, réintégration) et de coopération internationale au développement mis en œuvre à l'est de la RDC étaient justes économiquement et écologiquement, ils atteindraient un début de développement durable. Malheureusement, la situation s'est aggravée nonobstant ces investissements.

II. CONTEXTE

La situation générale de l'année 2021 a été marquée par la faible mise en œuvre de la décentralisation et du développement local. L'autorité de l'Etat s'est transformée en un appareil esclavagiste moderne de la population. Celle-ci a été marquée par une complicité de la quasi-totalité des acteurs étatiques dans l'exploitation économique de la population à travers la fiscalité exagérée, les économies illégales, illicites et corrompues. Ceci a aggravé la pauvreté, la faim, les inégalités et le non atteint de la croissance économique inclusive et des objectifs du développement durable. La faim, la misère, l'insalubrité, la déscolarisation, la mauvaise santé, les violences sexuelles et la mortalité guérissable sont le lot quotidien de la population.

La problématique des femmes se résume à la discrimination et à la marginalisation locale. Les idéaux (politiques, législations et institutions) des droits des femmes, de l'égalité du genre et du développement inclusif s'est limite aux niveaux national et provincial. Les communautés locales vivent sous l'emprise des coutumes, traditions et normes socioculturelles masculines (maritales, parentales et patriarcales). Il sied d'œuvrer à la primauté de l'international sur le national (ce dernier est en cours dans le cadre de la coopération internationale) et du national sur le local (communautaire) par la coopération internationale directe étrangère et décentralisée.

La stratégie d'ACNDC est la communautarisation et la participation à la coopération internationale directe et décentralisée. C'est dans ce cadre que s'inscrit la quasi-totalité des partenariats mise en œuvre.

La motivation d'ACNDC est le positionnement au côté de la primaire majorité minorisée. Les femmes Batwa et pygmées et autres minorités tribales de l'arrière-pays éloigné (isolé ou enclavé) abandonnées à leurs tristes sorts et oubliées dans les investissements nationaux (budgétaires et annexes) demeurent sa population cible. C'est ainsi qu'ACNDC allie conservation de la nature et le développement communautaire.

III. ANNUELLES REALISATIONS (EXECUTION, MISE EN ŒUVRE, IMPLEMENTATION) D'ACTIVITES

3.1. LES REALISATIONS TECHNIQUES

➤ **Primo la CAPEAC (Croissance agricole, la protection de l'environnement et l'atténuation du changement climatique).**

Cette activité a couvert les chefferies de Luindi, de Basile et de Wamuzimu. Elle s'est organisée en paysage tropical humide montagneux forestier de Luindi, des plateaux de Basile et des abrupts plats (plaines) de Kitutu.

Cette activité s'est articulée autour de 3 composantes imbriquées.

Primo, il a concerné la gestion de la rotation de la distribution des semences végétales vivrières (haricot, riz et manioc) et des géniteurs animaux de chair (chèvres et boucs). Leur acclimatation locale s'est soldée par leurs faibles productivités à la production 3. C'est ici qu'à émerger la constatation de l'appauvrissement des populations bénéficiaires des projets de stabilisation agricole en termes des gaspillages et inadéquates affectations d'intrants biologiques (semences et géniteurs) et des pertes du travail et des revenus (faible production). Les femmes et les populations locales deviennent désintéressées vis-à-vis de ces investissements de stabilisation. Secundo, il s'agit de l'accumulation des connaissances, de leur compréhension et du renforcement des capacités en restauration et en conservation des paysages tropicaux humides forestiers utiles à une agriculture durable, à une adaptation saisonnière agricole et à l'intensification de la planification calendaire des travaux agricoles. En cette année 2021, 15 expéditions d'information géographique de 75 leaders féminins autochtones sur 15 sites météorologiques et climatiques ont été réalisées. Elles ont permis la documentation des coordonnées géographiques de ces 15 sites. Ces sites sont Nakavuna (1631 m), Mukangala (1336 m), Nakitundu (1778 m) ; Kyasengi (1881 m), Ngole (1648m), Kashenge (1954 m), Bushegere (2395 m) et Luingo (2561 m) en paysage de Luindi, Tukwekwe (1538 m), Lukanga (555 m), Kalungu (1586 m), Kalungu (1935 m), Kabumbu (1948 m), Nakibumbu (2078 m) et Manyolo (1891 m) en paysage de Basile et Iluli (1014 m), Elumbe (1116 m) et Kilumba (1080 m) dans le paysage de Wamuzimu. Les données géographiques prises par GPS ont été vérifiées et travaillé au laboratoire à des fins de production de 3 cartes paysagères. Leurs validations et cartographies participatives ont enregistré la participation de 150 leaders féminins. Cette activité a accru la compréhension géographique, climatique et météorologique des femmes. Celles-ci les ont comparés aux activités de classement des aires et des biodiversités à protéger dans le cadre de l'érection de la Réserve Naturelle d'Itombwe. En parallèle, des observations météorologiques manuelles et mécaniques ont été conduites. Leurs données ont permis l'adaptation participative du calendrier agricole. Maintenant, les travaux agricoles se préparent et s'exécutent en respectant ce nouveau calendrier qui est à un stade d'approbation et d'adoption communautaire.

Tertio, il a été question de la formation et des apprentissages mutuels en groupes des femmes agricultrices sur les techniques résilientes aux changements climatiques. Au total, 24 femmes pairs encadreuses et 3 moniteurs agroécologiques et climatiques ont été formés sur ces techniques. A leurs tours, ces 24 encadreuses ont dirigé les travaux participatifs aux champs écoles paysans en faveur des 1600 femmes petites agricultrices agricoles afin de la démonstration et de leurs appropriations.

➤ **Secundo, Voyage et mobilisation participatifs au forum égalité générationnelle (GEF) à Mexico, à Paris et après (VOMOP GEF, Beijing + 25).**

Cette activité s'est articulée autour des divers axes opérationnels.

1-Documentation et diffusion des informations et connaissances sur GEF Beijing + 25. ACNDC a participé au partage des documents les femmes transforment le monde en crise. Ce document est une évaluation et réflexion sur le plan d'action de Beijing 1995 et une réflexion sur l'accélération de l'égalité génération Beijing + 25. En même temps, ACNDC a accédé au plan d'action d'accélération de l'égalité génération des Nations Unies sous le lead d'ONU FEMMES.

2-Participation à la francophonie de GEF (Nos Voix Comptent). ACNDC a participé à la mise en œuvre du projet Nos Voix Comptent du Consortium Global Fund for Wome USA, XOESE et la Fondation Batonga. Les étapes de ce projet furent la participation virtuelle à l'information et à la mobilisation, le plaidoyer national et l'inclusion au groupe de travail de la société civile.

3-Renforcement des capacités de plaidoyer des adolescentes (Advocacy Accelerator). Consciente de la faible préparation des adolescentes, Global Fund for Women a supporté l'accélération des plaidoyers des adolescentes. Dans cette perspective, Advocacy Accelerator Africa medical research foundation (AMRF) Kenya a renforcé virtuellement les capacités de 5 adolescentes du comité des adolescentes d'ACNDC.

4-Campagne de sensibilisation, de documentation et de planification prioritaire de l'accélération de l'égalité générationnelle. ACNDC a mis en place une approche paritaire intergénérationnelle de 12 encadreuses adultes et 12 leaders adolescentes. Celles-ci ont été renforcées en capacité de sensibilisation, d'alerte et d'organisation des plaidoyers locaux. Les 24 pairs encadreuses adultes et leaders adolescentes ont conduit une campagne de sensibilisation sur les droits prioritaires des adolescentes. Cette campagne a atteint plus de 9000 adolescentes en milieux scolaires (institutionnels) et en communautés. Partout, des comités des adolescentes ont été constitués. Concomitamment, les alertes sur les violences faites aux adolescentes furent partagés et constituant l'objet des plaidoyers locaux. Deux incidents des viols ont été partagés avec la Solidarité Féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI). L'exploitation forestière illicite aux yeux des autorités coutumières et le trafic d'influence des autorités étatiques provinciales dans les communautés locales de Mwenga et l'esclavage moderne (traite des personnes) minier (la discrimination des femmes artisanes creuseuses et négociants miniers, les violences sexuelles, l'expropriation des propriétés (puits) et des produits miniers aurifères, les arrestations arbitraires et

l'administration des coups et blessures mortels de plus de 2 personnes) et les pires forme de travail de la coalition des autorités coutumières, de la police et aussi celle des mines que, le service de renseignement militaire et le groupe de gardiennage privé sur les femmes et les migrants économiques miniers à Lugushwa qualifié de La RDC moins Lugushwa (Lugushwa est à part de la RDC) ont constitués les objets de ces plaidoyers locaux.

5-Elaboration d'un engagement et participation aux événements promotionnels de mise en œuvre du plan mondial d'accélération de l'égalité générationnelle. ACNDC a élaboré et soumis un engagement d'accélération de l'égalité générationnelle.

- **Tertio, partenariat communautaire de mise en œuvre du plaidoyer contre les décès clandestins des femmes lors de l'inondation des puits miniers aurifères artisanaux et lors de l'exploitation économique des femmes dans l'artisanat minier et ses partenariats industriels illégaux, illicites et corrompus (PCME-PCDCFIM-EEFAMIIC).**

Il concernait l'évaluation de la prise en compte des survivantes et des affectées de l'inondation des puits miniers dans le listage étatique des bénéficiaires, dans la distribution de l'aide humanitaire et la réponse à des besoins spécifiques.

1-Traçabilité et identification des femmes disparues. Par triangulation et filtrage des listes (mairie de Kamituga, société civile, paroisse catholique) et les traçabilités auprès d'autres survivants, il est apparu clairement l'omission et la discrimination de 2 disparues restées jusqu'aujourd'hui sous le décombre.

2-Assistance psychologique, sociale et juridique aux 5 femmes affectées par les décès de leurs conjoints. Sur les 100 femmes veuves et orphelins, 5 individus présentaient de signes traumatiques et d'expropriation de l'héritage laissé par leurs défunts maris (époux). ACNDC avait apporté une assistance psychosociale et juridique à ces affectées de l'inondation des 3 puits miniers.

3-Publi-reportages environnemental et professionnel artisanaux miniers. Dans le but d'attirer l'attention de la communauté extérieure à la ville de Kamituga, ACNDC avait produit 2 publi-reportages sur la discrimination locale (coutumière et administrative masculine) dans l'artisanat minier et sur la vulnérabilité environnementale des femmes.

3-Renforcement des capacités sur l'Etat de droit (législation) minier et féminin. Vingt (20) leaders féminins et communautaires ont bénéficié d'un renforcement des capacités en engagement civil au moyen des législations minières et sur les droits des femmes.

4-Organisation d'un réseau des femmes des mines et son dialogue partenarial avec l'entité territoriale décentralisée de la Mairie de Kamituga. Cinq (5) organisations communautaires de base des femmes se sont organisées en réseau et ont démarré un dialogue permanent avec l'autorité politico-administrative de la ville de Kamituga.

5-Renforcement des capacités en matière d'information des droits miniers et féminins dans les radios locales. Cinq (5) déléguées des radiodiffusions locales ont été formées sur l'insertion des messages sur les climats, les risques à l'acclimatation et les calamités naturelles dans leurs grilles des programmes et dans leurs animations radiophoniques et leurs journaux des nouvelles.

6-Renforcement des capacités des dirigeants (PDG) des puits miniers et des chefs des collines (propriétaires terriens) sur la fiche technique. Vingt-deux (22) responsables de l'extraction minière ont été sensibilisés sur l'importance de la fiche technique d'extraction artisanale des minerais et les conséquences de la corruption et du trafic d'influence pour la sécurité, la santé et la vie des creuseurs. A l'issue de cette sensibilisation, les responsables miniers se sont engagés à utiliser la fiche technique dans l'extraction artisanale minière.

7-Renforcement des capacités sur les équipements de protection individuelle. Vingt-deux (22) responsables miniers ont été informés sur l'importance sanitaire et sécuritaire du port des équipements de protection individuelle. Une boutique de vente de ces équipements a été ouverte et est fonctionnelle.

-Campagne de marquage et scellage participatifs des puits dangereux. L'ensemble des activités du projet ayant été mise en œuvre, elles ont abouti à l'acceptation du marquage et du scellage des puits miniers dangereux. Trente (30) personnes ont participé à la campagne.

➤ **Quarto, le plaidoyer des réponses à l'éruption volcanique du Nyiragongo et à la sismicité en territoire de Nyiragongo et en périphérie de la ville de Goma en province du Nord-Kivu et en ville de Kamituga et en territoire de Mwenga en province du Sud-Kivu**

L'éruption volcanique de Nyiragongo et sa sismicité au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ont ouvert des espaces des violations des droits des femmes. A cet effet, ACNDC est en cours de mise en œuvre de ces différentes activités.

1 -Organisation communautaire et thématique. ACNDC a organisé 3 groupes d'action à l'éruption volcanique. Il s'agit de 1. Femmes tribales Bakumu, la sécurité foncière et les moyens de subsistance agricole, 2.les femmes enceintes et allaitantes et la santé maternelle et infantile et les droits et santé reproductifs et sexuels et 3 les filles adolescentes et les droits prioritaires de l'égalité générationnelle

2-Renforcement des capacités sur les techniques de plaidoyer des opérations réponses dans les différents secteurs et dimensions où sévissent des GAPs (fossés à combler).

3-Conduite des monitorings, alertes et appui aux plaidoyers d'accès aux abris temporaires, contre la délocalisation forcée au profit des espaces touristiques, les violences sexuelles, la scolarisation et l'encadrement professionnel (tresse-cheveux et beauté, coupe-couture). Hebdomadairement, 7 filles adolescentes et jeunes femmes volontaires effectuent des descentes d'accompagnement des monitorings, des alertes et des plaidoyers locaux contre les discriminations des femmes. Un moment fort de cela a été le plaidoyer de l'accès aux abris provisoires de plus de 900 femmes des peuples tribaux minoritaires Bakumu sur un total de plus de 2200 sinistrés majoritairement Banande et Bahutu. Certaines adolescentes ont été classées dans l'apprentissage du tressage des cheveux.

4-Diverses autres réalisations sur le droit de mémoire et à la participation aux mouvements féministes internationaux tels Nos Voix Comptent, Je m'engage, Comité Beijing de la RDC. Moyen son expertise, ACNDC participe aux enquêtes de documentation des crimes de masse portant atteinte à la vie et à l'intégrité physique (corporelle), aux abris, aux actifs productifs d'élevage et aux infrastructures communautaires (écoles, centre de santé, adduction d'eau).

Sans le cadre l'après forum génération égalité de Paris, ACNDC a continué à participer aux activités de Nos Voix Comptent, de je m'engage, du Comité Beijing + 25 de la RDC.

3.2. LES ASPECTS FINANCIERS.

3.2.1-Recettes financières par sources.

Les recettes financières par sources sont les suivantes :

- Global Fund for Women USA : 27000\$

-Global Fund for Women UK et Children Investments fund foundation : 20000\$

-AMEN.Urgent Action Fund Africa : 5855\$

-LDGL : 3490\$

-Comité Beijing+25 de la RDC : 50\$

-Nos Voix Comptent : 30\$

-Autofinancement : 600\$

Total général : 57025\$

3.2.2.-Dépenses quotidiennes opérationnelles et des programmes/projets

- Croissance agricole, protection de l'environnement et atténuation climatique : 17000\$
- Participation au forum génération égalité Beijing + 25= 20080\$
- Plaidoyer contre les décès clandestins des femmes lors de l'inondation minière : 5855\$
- Plaidoyer des réponses à l'éruption volcanique et la sismicité : 6068\$
- Documentation et droit des mémoires sur les crimes de masse : 3490\$
- Coordination et gestion institutionnelle : 2381\$

SOUS-TOTAL : 54874

3.2.3.-Dépenses par postes/lignes

3.2.3.1. Dépenses quotidiennes des opérations

- Personnel : 20770
- Equipements : 350
- Parc informatique : 1950
- Organes opérationnels : 800
- Internet : 600
- Bureau : 1100

Sous-total : 25570

3.2.3.2.-Mise en œuvre

- SIG, documentation et cartographie : 5132
- Organes décisionnels : 2200
- Champs écoles paysans : 1875
- Communication téléphonique : 1161
- Transport : 6851
- Restauration : 6780
- Hébergement : 2185
- Salle : 660
- Module : 94
- Radiodiffusion : 70
- Visibilité : 205
- Fournitures de bureaux et administratifs : 200
- Sécurité : 100

- Impression : 46
 - Diffusion journaliste : 10
 - Cache-nez : 20
 - Distribution : 150
 - Site Web : 200
 - Séance de travail avec les partenaires : 36
 - Voyage de travail : 90
 - Nouvelles localisations et activités sur terrain : 125
- Sous-total : 28190**

3.2.3.3.-Gestion

- Frais bancaires : 989
 - Transferts locaux (messagerie) : 125
- Sous-total : 1114**

TOTAL GENERAL : 54874\$

IV.DIFFICULTES RENCONTREES

Tout au long de l'année 2021, ACNDC s'est heurtée à plusieurs difficultés. Primo, ACNDC éprouve des incapacités en élaboration des projets et en sollicitation des fonds au moyen des présentations des propositions.

Secundo, il souffre de l'incapacité des leaders et volontaires des structures d'exécution en organisation des travaux et en identification impartiale des bénéficiaires (femmes et vulnérables tribaux).

Généralement, les trois décennies d'assistance humanitaire et des processus de paix ont plongé les populations dans l'attentisme à l'aide publique au développement. Tout effort socioculturel et professionnel participatifs a été réduits au bas de l'échelle. ACNDC éprouve des faibles participations populaires et communautaires à leur développement.

VI. CONCLUSION.

Dans les lignes ci-haut, il a été décrit les réalisations annuelles 2021. Celles-ci indiquent le niveau opérationnel atteint. Il s'agit du civisme et de la défense des droits des femmes au développement durable.

La dégradation environnement du fait de l'exploitation des ressources naturelles s'enfonce à des états inquiétants. L'agriculture, la foresterie, l'artisanat minier et la transhumance d'élevage sont des fléaux quotidiens.

Devant cela, ACNDC s'est inscrite dans une démarche progressiste de résilience (adaptation, atténuation et mitigation) adaptée à leurs situations spécifiques (réversible ou irréversible).

A ces Treizième années, ACNDC fait entendre et fait voir ses réalisations à divers niveaux territoriaux. Ces accomplissements ne seraient effectifs sans les subventions de divers partenaires internationaux sur place (directs) et lointains. Ce sont Global Fund for Women USA et UK, AMEN/urgent Action Fund for Africa et autres. Qu'il trouve ici notre expression de nos sentiments de profonde gratitude.

Pour ACNDC

Coordinatrice Nationale



Crispine Ngena